

Communiqué de presse du collectif "Touche pas ma ZEP" - Lundi 14/11
JOURNEE DE MOBILISATION NATIONALE LE JEUDI 17/11
Puisque Mme Vallaud-Belkacem considère que
"les enseignants des lycées en éducation prioritaire ont raison",
qu'elle apporte des réponses avant 2017 !

Le 27 avril 2016, dans un courrier adressé au député d'Asnières sur Seine (92), **Mme Najat Vallaud-Belkacem a formulé explicitement la fin de l'Education Prioritaire au lycée**, en expliquant que désormais, l'Education Prioritaire ne concernerait plus que *"l'enseignement obligatoire, c'est-à-dire l'école et le collège"*. Cette décision a poussé les enseignants de nombreux lycées à se mobiliser pour demander une carte élargie de l'Education Prioritaire au lycée et un véritable statut contraignant pour ces établissements permettant notamment de réduire les effectifs par classe. Ils se sont organisés au sein du collectif « Touche pas ma ZEP », dont voici le [site internet](#) et la page [facebook](#).

Deux journées de grève, d'actions et de manifestations, le 29 septembre puis le 11 octobre, ont déjà rassemblé des centaines d'enseignants de nombreux lycées. D'abord circonscrit à quelques départements des académies de Versailles et de Créteil, le mouvement s'est largement étendu, puisqu'il touche tous les départements de banlieue parisienne, et a vu se mobiliser rapidement de nouvelles académies, notamment Amiens, Aix-Marseille et Orléans-Tours. Lors de la dernière **journée nationale d'actions, le 11 octobre**, les membres du collectif se sont rendus devant le ministère, où ils ont demandé en vain à être reçus.

Depuis le début du mouvement, les réactions du ministère semblent contradictoires, mais témoignent d'une certaine attention face au mouvement. Le 30 septembre, Mme la ministre de l'Education nationale déclarait dans un [communiqué officiel](#) que les "inquiétudes" étaient "infondées" tout en apportant une réponse – incomplète – sous le seul angle d'une compensation financière prorogée temporairement. Le **2 novembre pourtant, Najat Vallaud-Belkacem** semble avoir changé d'avis ; **elle déclare devant les parlementaires** que *"les personnels des lycées (des ex-ZEP) ont raison. Il faudra faire cette réforme des lycées d'éducation prioritaire. On a créé une allocation progressive des moyens (des établissements). Il faudra aller plus loin"*. Pourtant, à ce jour, rien n'est fait pour apporter de véritables garanties aux enseignants mobilisés quant au statut de leurs lycées. **Dans cette déclaration, Mme la ministre évoque l'après 2017 ; autant dire que le coup de com' est un peu grossier.**

Face à une mobilisation maintenant nationale (**73 lycées représentant 11 académies ont signé l'appel du collectif**), **soutenue par des collèges, écoles et universitaires, relayée par des élus locaux**, sensibles à l'avenir des lycéens de leur territoire, le gouvernement n'a toujours pas, pour l'instant, donné de réponse satisfaisante. En effet, comme le souligne le dernier tract du collectif, [la réussite des élèves ne se monnaie pas contre la prorogation d'une prime](#).

Le collectif « Touche pas ma ZEP » continue donc à réclamer une carte élargie de l'Education Prioritaire, ainsi qu'un statut pérenne et contraignant pour les lycées qui en relèvent.

C'est pourquoi une **nouvelle journée de grève et de manifestation**, soutenue par les sections nationales FO, SUD et CGT, ainsi que par les intersyndicales régionales (CGT - SUD - FSU - FO) d'Ile de France et d'Aix-Marseille, aura lieu le **jeudi 17 novembre**.

- Des **actions** auront lieu au même moment dans les **différentes régions** mobilisées.
- Le matin, à **10 heures**, les enseignants se réuniront en **assemblée générale inter-lycées** à Paris pour discuter du mouvement.
- A **14 heures**, ils **manifestent** depuis l'angle des rues St-Guillaume et de Grenelle, en direction de la Place du président Edouard Herriot (Assemblée Nationale) où ils se rassembleront à 16 heures.
- Les enseignants mobilisés espèrent notamment pouvoir y rencontrer, entre autres, les députés de la commission "Culture et éducation", qu'ils ont sollicités et sensibilisés à leur cause par [courrier](#), pour obtenir leur soutien.

Contacts presse : Plus d'informations sur notre [page facebook « touchepasmazep »](#), sur notre site internet <http://www.tpamz.levillage.org/> et sur notre compte twitter [@tpamz](#)

- David Pijoan (Lycée Guy de Maupassant de Colombes) : 06 52 14 48 78
- Lucas Francheteau (lycée Joliot-Curie de Nanterre) : 06 83 02 81 30
- RafikhaBettayeb (lycée de Prony d'Asnières) : 06 27 19 67 19
- Alexandre Mares (lycée Jean-Jaurès d'Argenteuil) : 06 85 74 61 59
- Nicolas Kemoun (lycée Guy de Maupassant de Colombes) : 01 47 82 98 18

Appel à tous les personnels des lycées en éducation prioritaire

“Touche pas ma ZEP !”

Loin de la com' ministérielle sur une pseudo volonté de revitaliser l'éducation prioritaire, les décisions se succèdent qui signent sa destruction programmée. Les collègues et les écoles sont nombreux à découvrir des moyens en forte baisse par rapport à la rentrée 2015 alors même qu'ils ont conservé le label REP : "REP+ = Rien En Plus !".

Quant aux lycées, après avoir sans cesse repoussé la publication d'une liste des lycées maintenus en éducation prioritaire, Najat Valaud-Belkacem vient dans un récent courrier* au député d'Asnières-sur-Seine Sébastien Piétrasanta d'annoncer leur sortie de tout dispositif dès 2017, y compris pour les lycées professionnels.

L'argument avancé par la ministre est celui de la priorité donnée à la scolarité obligatoire dans la refondation de l'éducation prioritaire. Pourtant le ministère continue bien d'afficher comme un de ses objectifs principaux d'en finir avec les 150000 jeunes sortants chaque année sans diplôme du système scolaire. Or **la difficulté scolaire ne s'arrête pas à 14 ans ! Comment expliquer alors la décision de supprimer en lycée les moyens supplémentaires liés à l'éducation prioritaire ?**

La première conséquence sera la dégradation des conditions d'enseignement et de réussite des élèves de ces lycées accueillant une majorité d'élèves issus de milieux défavorisés : hausse des effectifs par classe, baisse de l'offre d'options et des cours en demi-groupe, etc. Cela signifiera aussi une dégradation des conditions de travail des personnels.

Par ailleurs, les personnels perdront leur prime ZEP et leurs bonifications pour les mutations. Cette dégradation des conditions d'enseignement et de la rémunération entraînera une rotation accrue des équipes pédagogiques mettant en péril le travail en équipes essentiel à la réussite des élèves dans ce type d'établissement.

Nous contestons la sortie des lycées relevant de l'éducation prioritaire. **Nous exigeons la mise en place d'un statut et d'une carte élargie de l'éducation prioritaire pour les lycées avec la garantie d'effectifs limités, de moyens supplémentaires et de compensations spécifiques pour l'ensemble des personnels, assurant ainsi la stabilité des équipes.**

Plusieurs lycées ont déjà décidé de se mettre en grève dès la rentrée 2016 si des engagements fermes n'étaient pas pris par le ministère.

Premiers signataires : les personnels mobilisés des lycées Joliot-Curie, Paul Langevin, Louise Michel et Claude Chappe de Nanterre (92), Prony d'Asnières-sur-Seine (92), Léonard de Vinci de Bagneux (92), Guy de Maupassant, Anatole France et Claude Garamont de Colombes (92), Galilée de Gennevilliers (92), Michel-Ange et Charles Petiet de Villeneuve-la-Garenne (92), La Tournelle de La Garenne-Colombes (92), René Auffray de Clichy-la-Garenne (92), Maurice Genevoix de Montrouge (92), Paul Painlevé de Courbevoie (92), Jean Zay d'Aulnay-sous-Bois (93), Jacques Feyder d'Épinay-sur-Seine (93), Jacques Brel de La Courneuve (93), Marcel Cachin de Saint-Ouen (93), Maurice Utrillo de Stains (93), Jean Rostand de Villepinte (93), Louise Michel de Bobigny (93), Paul Eluard de Saint-Denis (93), Eugène Delacroix de Drancy (93), Blaise Cendrars de Sevrans (93), Germaine Tillon du Bourget (93), Wolfgang Amadeus Mozart Le Blanc-Mesnil (93), Langevin-Wallon de Champigny-sur-Marne (94), Georges Brassens de Villeneuve-le-Roi (94), Arago de Villeneuve-St-Georges (94), Champlain de Chennevières-sur-Marne (94), Armand Guillaumin d'Orly (94), Honoré-de-Balzac de Mitry-Mory (94), Jules Michelet de Fontenay-sous-Bois (94), Nadia et Fernand Léger, Jean Jaurès, Julie-Victoire Daubié et George Braque d'Argenteuil (95), Simone de Beauvoir et Arthur Rimbaud de Garges-lès-Gonesse (95), Romain Rolland de Goussainville (95), Jean-Jacques Rousseau et de la Tourelle de Sarcelles (95), de Bezons (95), Pierre Mendès-France de Villiers-le-Bel (95), Charles Baudelaire de Fosses (95), Maurice Eliot d'Épinay-sous-Sénart (91), Pierre Mendès-France de Ris-Orangis (91), Charles Baudelaire et Auguste Perret d'Évry (91), Robert Doisneau de Corbeil-Essonnes (91), Jean Rostand de Mantes-la-Jolie (78), Camille Claudel de Mantes-la-Ville (78), André Malraux de Montataire (60), Romain Rolland d'Amiens (80), Blaise Pascal de Forbach (57), Louis Armand de Chambéry (73), Gaston Darboux de Nîmes (30), Toulouse-Lautrec de Toulouse (31), Charles Mongrand de Port-de-Bouc (13), Victor Hugo, Frédéric Mistral, Camille Jullian, Saint-Exupéry, la Viste, l'Estaque et Denis Diderot de Marseille (13), Edouard Branly et Maurice Viollette de Dreux (28), Jean Moulin de Roubaix (59), Elie Faure de Lormont (33)...

Avec le soutien des personnels mobilisés en Réseau d'Éducation Prioritaire (REP/REP+) ou anciennement en Réseau de Réussite Scolaire (ex RRS) des collègues Moulin-Joly, Jean-Baptiste Clément et Gay-Lussac de Colombes (92), Romain Rolland de Bagneux (92), les Sablons de Viry Chatillon (91), St-Exupéry de Villiers-le-Bel (95), Voltaire de Sarcelles (95), Henri Matisse de Garges-lès-Gonesse (95), Marcel Pagnol de St-Ouen l'Aumône (95), Elsa Triolet de St-Denis (93), Barbara de Stains (93), Vercors de Grenoble (38), de l'école maternelle Henri Wallon de Gennevilliers (92), des écoles élémentaires Jacques Decour A et B de Nanterre (92), de l'école maternelle Jacques Decour de Nanterre...

Avec le soutien de : UNSEN CGT éducation, UD CGT 91 et 92, SNEP-FSU 81, 82 et Versailles, SNES-FSU 85 et 92, SNUEP-FSU Versailles, FSU 60, fédération SUD éducation, UNL, FCPE Asnières-sur-Seine, Bagneux, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne (92)...

*La ministre répondait dans ce courrier en date du 27 avril 2016 au député qui relayait l'inquiétude des collègues du lycée professionnel Prony d'Asnières-sur-Seine (92) anciennement classé ZEP.